

F. 95 — 1140

[Mac — 14132]

**10 AVRIL 1995. — Arrêté royal portant approbation de la convention instaurant un plan d'entreprise de redistribution du travail à LA POSTE**

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tout. présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 21 mars portant réforme de certaines entreprises publiques économiques;

Vu la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public, notamment l'article 12;

Vu la convention instaurant un plan d'entreprise de redistribution du travail à LA POSTE conclue en Commission paritaire le 16 février 1995;

Vu la délibération du conseil d'administration de LA POSTE du 8 mars 1995;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 27 mars 1995;

Sur la proposition de Notre Ministre des Communications et des Entreprises publiques et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** La convention instaurant un plan d'entreprise de redistribution du travail à LA POSTE, conclue au sein de la Commission paritaire de LA POSTE et annexée au présent arrêté, est approuvée.

**Art. 2.** Notre Ministre des Communications et des Entreprises publiques est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 10 avril 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Communications et des Entreprises publiques,  
E. DI RUPO

N. 95 — 1140

[Mac — 14132]

**10 APRIL 1995. — Koninklijk besluit tot goedkeuring van de overeenkomst tot invoering van een bedrijfsplan tot herverdeling van de arbeid bij DE POST**

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven;

Gelet op de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector, inzonderheid op artikel 12;

Gelet op de overeenkomst tot invoering van een bedrijfsplan tot herverdeling van de arbeid bij DE POST gesloten in het Paritair Comité op 16 februari 1995;

Gelet op de beraadslaging van de raad van bestuur van DE POST van 8 maart 1995;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 27 maart 1995;

Op de voordracht van Onze Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** De bij dit besluit gevoegde overeenkomst tot invoering van een bedrijfsplan tot herverdeling van de arbeid bij DE POST, gesloten in het Paritair Comité van DE POST, is goedgekeurd.

**Art. 2.** Onze Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 10 april 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven,  
E. DI RUPO

Annexe

**CONVENTION**  
**instaurant un plan d'entreprise de redistribution du travail à LA POSTE**

Entre l'entreprise publique autonome LA POSTE, représentée par

M. J. BECCO, Administrateur délégué

et

M. J. VERBEELEN, Administrateur-Directeur, d'une part

et

les organisations syndicales représentatives :

— la Centrale Générale des Services Publics (C.G.S.P.), représentée par M. J.C. BALLAND, Secrétaire général

— de Algemene Centrale der Openbare Diensten (A.C.O.D.), représentée par M. T. HEREMANS, Secrétaire général

— le Syndicat Chrétien des Communications et de la Culture (S.C.C.C.), représenté par M. R. HERBIET, Secrétaire général

— de Christelijke Vakbond van Communicatiemiddelen en Cultuur (C.V.C.C.), représenté par M. V. SOMERS, Secrétaire général

— le Syndicat Libre de la Fonction Publique/Vrij Syndikaat voor het Openbaar Ambt (S.L.F.P./V.S.O.A.), représenté par M. H. TEMMERMAN, Président national

d'autre part,

il est convenu ce qui suit pour la redistribution du travail à LA POSTE :

1. LA POSTE, n° d'inscription 050-0002651-97 auprès de l'O.N.S.S., s'engage à prendre les mesures constituant un plan d'entreprise de redistribution du travail mentionnées ci-après.

Cet engagement ne sera exécutable qu'aussitôt que le projet de loi relatif à la redistribution du travail dans le secteur public sera approuvé par le Parlement.

Cela permettra en effet à LA POSTE, pour les agents contractuels qui seront recrutés en remplacement dans les trois cas prévus du point 1.1 au 1.3, de prétendre à la diminution de la cotisation patronale qui est prévue dans le projet de loi.

## 1.1. Interruption de carrière

### 1.1.1. *Personnel statutaire*

#### 1.1.1.1. *Principe*

Il est accordé aux membres du personnel de La Poste, nommés dans un lien statutaire, à l'exclusion des stagiaires, le droit d'interrompre sa carrière.

#### 1.1.1.2. *Modalités d'application*

Dans les limites de l'arrêté royal qui sera promulgué en application de l'article 99, 3<sup>e</sup> alinéa, de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales modifié par l'article 71 de la loi du 21 décembre 1994 contenant des dispositions sociales et diverses, le droit à l'interruption de carrière sera exercé selon les modalités fixées à l'arrêté royal du 28 février 1991 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans les administrations et autres services des ministères, comme modifié par l'arrêté royal du 14 octobre 1994.

Il est explicitement précisé que :

— Les membres du personnel cités au point 1.1.1.1. ne peuvent interrompre à mi-temps leur carrière professionnelle. L'arrêté royal du 28 février 1991 relatif à l'interruption à mi-temps de la carrière professionnelle dans les administrations de l'Etat ne leur est pas applicable.

— Tout agent, quel que soit son grade ou sa fonction, peut solliciter un congé pour interruption de carrière.

— Toutefois, la période d'interruption de carrière qui atteint une durée supérieure à 6 mois entraîne d'office la vacance de l'emploi de l'agent.

— Pendant les périodes d'interruption de sa carrière professionnelle, l'agent est en congé sans traitement. Ce congé est assimilé à une période d'activité de service.

### 1.1.2. *Personnel contractuel*

#### 1.1.2.1. *Principe*

Il est accordé aux membres du personnel contractuel de La Poste le droit d'interrompre leur carrière conformément à la loi de redressement du 22 janvier 1985.

#### 1.1.2.2. *Modalités d'application*

Les membres du personnel contractuel peuvent bénéficier d'une réduction des prestations de travail, conformément aux dispositions de la loi de redressement du 22 janvier 1985.

Tout contractuel, quel que soit son grade ou sa fonction, peut solliciter un congé pour interruption de carrière.

### 1.1.3. *Remplacement*

Le remplacement des membres du personnel qui interrompent leur carrière est assuré conformément aux dispositions des lois et arrêtés mentionnés aux points 1.1.1.2. et 1.1.2.1.

## 1.2. Congé précédant la mise à la retraite

### 1.2.1. *Principe*

Tout agent statutaire de La Poste peut recourir à un congé spécial précédant la mise à la retraite à l'âge de 60 ans.

Le congé précédant la mise à la retraite est accordé suivant les modalités de l'arrêté royal n° 521 du 31 mars 1987 déterminant à la Régie des Postes, les conditions d'octroi d'une mise en disponibilité pour convenance personnelle précédant la pension de retraite, à l'exception des dispositions dont question au point 1.2.2. ci-après.

### 1.2.2. *Points différents*

#### 1.2.2.1. *Exclusions*

Les titulaires de services incomplets bénéficient du droit au congé précédant la retraite.

#### 1.2.2.2. *Age*

L'âge minimum pour l'attribution des congés précédant la mise à la retraite est de 57 ans.

### 1.2.3. *Mesures complémentaires*

Dans le règlement concerné, les points suivants seront également réglés.

#### 1.2.3.1. *Facilités de circulation*

Pour l'octroi de facilités de circulation, les agents en congé précédant la mise à la retraite seront considérés comme agents pensionnés.

#### 1.2.3.2. *Apurement des reliquats de repos et de congés*

L'agent doit apurer son reliquat de repos et/ou de congé avant le début du congé précédant la mise à la retraite.

#### 1.2.3.3. *Allocation de foyer et de résidence*

L'allocation de foyer et de résidence n'est pas allouée pendant la période de congé précédant la mise à la retraite.

#### 1.2.3.4. *Pécule de vacances*

Il n'est pas accordé de pécule de vacances pendant le congé précédant la mise à la retraite.

- 1.2.3.5. *Allocation de fin d'année*  
L'allocation de fin d'année continue à être payée pendant le congé précédant la mise à la retraite.
- Le congé annuel de vacances*
- 1.2.3.6. Le congé annuel de vacances pour l'année où le congé précédant la mise à la retraite prend cours, sera réduit proportionnellement.
- 1.2.3.7. *Précompte professionnel*  
Le précompte professionnel sera retenu selon les dispositions fiscales applicables aux pensions (article 146, 1° du code des Impôts sur les revenus 1992).

### 1.3. Travail à temps partiel volontaire

- 1.3.1. Pour favoriser le travail à temps partiel, la disposition de l'article 6, § 1er du règlement relatif aux congés ne s'applique pas à l'emploi de l'agent qui prend un congé pour prestations réduites pour convenance personnelle, à raison :
- d'une semaine sur deux;
  - de deux semaines sur quatre;
  - d'une semaine sur quatre;
  - d'une semaine sur cinq.
- 1.3.2. Un complément de traitement de 3 250 francs par mois est accordé aux agents qui demandent un congé pour prestations réduites pour convenance personnelle "quatre-cinquièmes temps".

## 2. FINANCEMENT

Le financement sera assuré en donnant au personnel de LA POSTE la possibilité de renoncer au paiement de la valeur complémentaire du travail du samedi. Par conséquent, un repos de compensation peut être attribué aussi bien pour la valeur simple que pour la valeur complémentaire des prestations du samedi.

L'accroissement des repos à accorder qui en résultera ne pourra en aucun cas donner lieu à une extension du nombre d'emplois en service général.

Il suffit, qu'un agent sur cinq fasse usage de la possibilité décrite ci-dessus pour neutraliser les coûts de ce plan d'entreprise.

## 3. OBLIGATION DE RESULTAT

L'accroissement net du nombre des membres du personnel est fixé à :

545 agents pour l'interruption de carrière

80 agents sur base annuelle pour le congé précédant la mise à la retraite

150 agents pour le travail à temps partiel, ce qui correspond à 102 unités budgétaires

Cet accroissement sera atteint dans un délai de douze mois à dater de l'entrée en vigueur de la présente convention en ce qui concerne l'interruption de carrière et le travail à temps partiel et sur base annuelle pour le congé précédant la mise à la retraite

## 4. DUREE DE VALIDITE

Cette convention entre en vigueur le premier jour du mois qui suit l'approbation du plan d'entreprise par l'autorité compétente.

Elle cesse ses effets à la date du 30 septembre 1997.

Cela signifie que :

— aussi bien la première interruption de carrière que les éventuelles prolongations et le congé précédant la mise à la retraite pourront commencer au plus tard au 30 septembre 1997;

— le principe décrit au point 1.3. est seulement d'application aux congés pour prestations réduites pour convenance personnelle qui débiteront au plus tard à la même date.

Fait à Bruxelles, le 10 mars 1995.

Pour l'entreprise publique autonome LA POSTE

J. VERBEEREN.

J. BECCO.

Pour la C.G.S.P. :  
J.C. BALLAND

Pour l'A.C.O.D. :  
T. HEREMANS

Pour la S.C.C.C. :  
R. HERBIET

Pour le C.V.C.C. :  
V. SOMERS

Pour le S.L.F.P./V.S.O.A. :  
H. TEMMERMAN

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 10 avril 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Communications et des Entreprises publiques,  
E. DI RUPO

## Bijlage

**OVEREENKOMST**  
**tot invoering van een bedrijfsplan tot herverdeling van de arbeid bij DE POST.**

Tussen het autonome overheidsbedrijf DE POST, vertegenwoordigd door de heer J. BECCO, Gedelegeerd Bestuurder en de heer J. VERBEEREN, Bestuurder-Directeur, enerzijds, en de representatieve vakorganisaties :  
 — de Algemene Centrale der Openbare Diensten (A.C.O.D.), vertegenwoordigd door de heer T. HEREMANS, Algemeen Secretaris  
 — de Centrale Générale des Services Publics (C.G.S.P.), vertegenwoordigd door de heer J.C. BALLAND, Algemeen Secretaris  
 — de Christelijke Vakbond van Communicatiemiddelen en Cultuur (C.V.C.C.), vertegenwoordigd door de heer V. SOMERS, Algemeen Secretaris  
 — het Syndicat Chrétien des Communications et de la Culture (S.C.C.C.), vertegenwoordigd door de heer R. HERBIET, Algemeen Secretaris  
 — het Vrij Syndikaat voor het Openbaar Ambt/Syndicat Libre de la Fonction Publique (V.S.O.A./S.L.F.P.), vertegenwoordigd door de heer H. TEMMERMAN, Nationaal Voorzitter, anderzijds, wordt overeengekomen wat volgt voor de herverdeling van de arbeid bij DE POST :

1. DE POST, bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid ingeschreven onder het nummer 050-0006852-07, verbindt zich ertoe de maatregelen te nemen opgesomd in het bedrijfsplan tot herverdeling van de arbeid, zoals hieronder beschreven.

Deze verbintenis wordt slechts uitvoerbaar zodra het ontwerp van wet betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector goedgekeurd is door het parlement.

Hierdoor zal DE POST immers voor de contractuele personeelsleden die in elk van de drie gevallen opgesomd in de punten 1.1. tot 1.3. ter vervanging worden aangeworven, aanspraak kunnen maken op de vermindering van de werkgeversbijdrage die is voorzien in het wetsontwerp.

## 1.1 Loopbaanonderbreking

### 1.1.1. *Statutair personeel*

#### 1.1.1.1. *Principe*

Het recht op loopbaanonderbreking wordt toegekend aan de personeelsleden van DE POST die statutair benoemd zijn, met uitsluiting van de stagiairs.

#### 1.1.1.2. *Toepassingsmodaliteiten*

Binnen de grenzen van het koninklijk besluit dat zal worden uitgevaardigd ter uitvoering van artikel 99, derde lid, van de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, gewijzigd door artikel 71 van de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen, zal het recht op loopbaanonderbreking uitgeoefend worden volgens de modaliteiten vastgelegd in het koninklijk besluit van 28 februari 1991 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in de besturen en andere diensten van de ministeries, zoals het gewijzigd werd door het koninklijk besluit van 14 oktober 1994.

Er wordt uitdrukkelijk bepaald dat :

- de personeelsleden waarvan sprake in punt 1.1.1.1. hun loopbaan niet halftijds kunnen onderbreken. Het koninklijk besluit van 28 februari 1991 houdende tijdelijke invoering van de halftijdse loopbaanonderbreking in de rijksbesturen is op hen niet van toepassing;
- elk personeelslid, ongeacht zijn graad of functie, zijn loopbaan kan onderbreken;
- de loopbaanonderbreking die de duur van zes maanden overschrijdt, ambsthalve leidt tot het vakant stellen van de betrekking van de ambtenaar;
- de periode van loopbaanonderbreking niet bezoldigd wordt, maar voor het overige gelijkgesteld wordt met dienstactiviteit.

### 1.1.2. *Contractueel personeel*

#### 1.1.2.1. *Principe*

Aan de contractuele personeelsleden van DE POST wordt het recht toegekend hun loopbaan te onderbreken overeenkomstig de herstellwet van 22 januari 1985.

#### 1.1.2.2. *Toepassingsmodaliteiten*

De contractuele personeelsleden kunnen aanspraak maken op loopbaanvermindering overeenkomstig de herstellwet van 22 januari 1985.

Elk contractueel personeelslid, ongeacht zijn graad of functie, kan zijn loopbaan onderbreken.

### 1.1.3. *Vervanging*

De vervanging van de personeelsleden die hun loopbaan onderbreken geschiedt overeenkomstig de wetten en besluiten genoemd in de punten 1.1.1.2. en 1.1.2.1.

## 1.2. Verlof voorafgaand aan de pensionering

### 1.2.1. *Principe*

Elk statutair personeelslid van DE POST kan aanspraak maken op een bijzonder verlof voorafgaand aan zijn pensionering op de leeftijd van 60 jaar.

Dit verlof voorafgaand aan de pensionering wordt toegestaan volgens de modaliteiten van het koninklijk besluit nr. 521 van 31 maart 1987 tot het bepalen bij de Regie der Posterijen, van de voorwaarden van toekenning van een terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheid, voorafgaand aan het rustpensioen, behalve de bepalingen waarvan sprake in punt 1.2.2.

### 1.2.2. *Verschilpunten*

#### 1.2.2.1. *Uitsluitingen*

De titularissen van onvolledige diensten hebben eveneens recht op verlof voorafgaand aan de pensionering.

#### 1.2.2.2. *Leeftijd*

Als minimumleeftijd voor de toekenning van het verlof voorafgaand aan de pensionering geldt 57 jaar.

### 1.2.3. *Aanvullende bepalingen*

In het desbetreffende reglement zullen ook de volgende punten geregeld worden.

#### 1.2.3.1. *Verkeersvoordelen*

Voor de toekenning van verkeersvoordelen zullen de personeelsleden met verlof voorafgaand aan de pensionering beschouwd worden als gepensioneerde personeelsleden.

#### 1.2.3.2. *Aanzuivering van de tegoeden aan rust en vakantieverlof.*

Het personeelslid dient zijn tegoed aan rust en/of verlof aan te zuiveren vóór de aanvang van het verlof voorafgaand aan de pensionering.

#### 1.2.3.3. *Haard- en standplaatsstoeelage*

De haard- en standplaatsstoeelage wordt niet toegekend tijdens het verlof voorafgaand aan de pensionering.

#### 1.2.3.4. *Vakantiegeld*

Er wordt geen vakantiegeld toegekend tijdens het verlof voorafgaand aan de pensionering.

#### 1.2.3.5. *Eindejaarstoeelage*

De eindejaarstoeelage wordt tijdens het verlof voorafgaand aan de pensionering verder uitbetaald.

#### 1.2.3.6. *Jaarlijks vakantieverlof*

Het jaarlijks vakantieverlof voor het jaar waarin het verlof voorafgaand aan de pensionering ingaat wordt in evenredige mate verminderd.

#### 1.2.3.7. *Bedrijfsvoorheffing*

De bedrijfsvoorheffing zal ingehouden worden volgens het fiscaal stelsel van toepassing op de pensioenen (artikel 146, 1 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992).

## 1.3. Vrijwillige deeltijdse arbeid

1.3.1. Om de deeltijdse arbeid aan te moedigen wordt artikel 6, § 1 van het reglement betreffende de verloven niet toegepast op het personeelslid dat verlof voor verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheid neemt naar rata van :

- één week op twee ;
- twee weken op vier ;
- één week op vier ;
- één week op vijf.

1.3.2. Een weddecomplement van 3.250 fr. per maand wordt toegekend aan de personeelsleden die verlof voor verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheid "vier vijfden" nemen.

Dat weddecomplement wordt eveneens toegekend aan de personeelsleden die verlof voor verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheid "vier vijfden" volgens het nieuw personeelsstatuut genieten op het ogenblik dat het reglement van kracht wordt.

## 2. FINANCIERING

De financiering zal gebeuren door de personeelsleden van DE POST in de mogelijkheid te stellen afstand te doen van de betaling van de bijkomende waarde van het zaterdagswerk, zodat hun zowel voor de enkelvoudige als voor de bijkomende waarde van de prestatie op zaterdag inhaalrust kan worden toegekend.

De verhoging van de toe te stane inhaalrust die daaruit zal voortvloeien kan in geen geval aanleiding geven tot een uitbreiding van het aantal betrekkingen in algemene dienst.

Het is voldoende dat één personeelslid op vijf gebruik zou maken van de hierboven vermelde mogelijkheid om de uitgaven voor dit bedrijfsplan te neutraliseren.

## 3. RESULTAATSVORBINTENIS

De netto-aangroei van het aantal personeelsleden wordt bepaald op :

545 personeelsleden voor de loopbaanonderbreking

80 personeelsleden op jaarbasis voor het verlof voorafgaand aan de pensionering

150 personeelsleden voor de deeltijdse arbeid, wat overeenstemt met 102 budgettaire eenheden

Deze aangroei zal gerealiseerd worden binnen een termijn van twaalf maanden vanaf de datum van inwerkingtreding van deze overeenkomst voor de loopbaanonderbreking en de deeltijdse arbeid en op jaarbasis voor het verlof voorafgaand aan de pensionering.

## 4. GELDIGHEIDSDUUR

Deze overeenkomst treedt in werking op de eerste dag van de maand volgend op de goedkeuring van het bedrijfsplan door de bevoegde overheid.

Haar uitwerking eindigt op 30 september 1997.

Dit betekent dat :

— zowel de eerste loopbaanonderbreking als eventuele verlengingen en het verlof voorafgaand aan de pensionering uiterlijk op 30 september 1997 kunnen ingaan;

— het in punt 1.3. omschreven principe slechts van toepassing is op de verloven voor verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheid die ten laatste op dezelfde datum ingaan.

Gedaan te Brussel op 10 maart 1995.

Voor het autonome overheidsbedrijf DE POST :

J. VERBEEREN

J. BECCO.

Voor de A.C.O.D. :

T. HEREMANS

Voor de C.G.S.P. :

J.C. BALLAND

Voor de C.V.C.C. :

V. SOMERS

Voor het S.C.C.C. :

R. HERBIET

Voor het V.S.O.A./S.L.F.P. :

H. TEMMERMAN

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 10 april 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven,

E. DI RUPO

F. 95 — 1141 (94 — 3392)

[C — 14120]

**23 DECEMBRE 1994.** — Arrêté royal portant détermination des conditions d'agrément et des règles du contrôle administratif des organismes chargés du contrôle des véhicules en circulation. — Erratum

Dans l'annexe 2 néerlandaise à l'arrêté royal du 23 décembre 1994, publié au *Moniteur belge* du 30 décembre 1994, page 32482, il y a lieu de lire comme suit le texte du 1., b) :

"b) Een administratieve directeur : de administratieve directeur moet houder zijn van een diploma van universitair of hoger niet universitair onderwijs. Hij dient bekwaam te zijn om alle administratieve taken te verzekeren en te coördineren."

N. 95 — 1141 (94 — 3392)

[C — 14120]

**23 DECEMBER 1994.** — Koninklijk besluit tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden en de regeling van de administratieve controle van de instellingen belast met de controle van de in het verkeer gebrachte voertuigen. — Erratum

In de Nederlandse bijlage 2 bij het koninklijk besluit van 23 december 1994, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 30 december 1994, bladzijde 32482, moet de tekst van de 1., b), als volgt worden gelezen :

"b) Een administratieve directeur : de administratieve directeur moet houder zijn van een diploma van universitair of hoger niet universitair onderwijs. Hij dient bekwaam te zijn om alle administratieve taken te verzekeren en te coördineren."

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,  
DU COMMERCE ÉTRIEREUR  
ET DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

F. 95 — 1142

**29 MARS 1995.** — Arrêté royal fixant le cadre organique de l'Administration centrale du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 107, alinéa 2 de la Constitution;  
Vu l'avis émis par l'Inspecteur des Finances le 24 février 1995;

Vu l'avis motivé du 15 mars 1995, émis par le Comité de concertation de base 500;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 4 janvier 1995;

MINISTÈRE VAN BUITENLANDSE ZAKEN,  
BUITENLANDSE HANDEL  
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

N. 95 — 1142

**29 MAART 1995.** — Koninklijk besluit tot vaststelling van de personeelsformatie van het Hoofdbestuur van het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen wie nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 107, tweede lid van de Grondwet;  
Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 24 februari 1995;

Gelet op het met redenen omkleed advies van 15 maart 1995 van het Basisoverlegcomité 500;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 4 januari 1995;